



Le Parti du peuple des cafards : nouveau visage de la jeunesse contestataire en Inde ?

Sylvia MALINBAUM

Sylvia Malinbaum est
chercheuse,
responsable de la
recherche sur l'Inde et
l'Asie du Sud au
Centre Asie de l'Ifri.

Les opinions exprimées dans
ce texte n'engagent que la
responsabilité de l'auteurice.

ISBN : 979-10-373-1236-5

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2026.

Image : © Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Sylvia Malinbaum,
« L'émergence du Parti
du peuple des cafards
en Inde : nouveau
visage de la jeunesse
contestataire en
Inde ? », *Lettre du
Centre Asie*, n° 118,
Ifri, 12 juin 2026.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org
www.ifri.org

Selon ses fondateurs, le « Parti du peuple des cafards » (*Coackroach Janta Party*, CJP) serait né « en une minute », à la suite d'une déclaration attribuée au président de la Cour suprême d'Inde (*Chief Justice*), la plus haute juridiction du pays. Lors d'une audience tenue le 15 mai 2026, celui-ci aurait comparé certains jeunes chômeurs à des « cafards » :

« *There are youngsters like cockroaches, who don't get any employment and don't have any place in the profession. Some of them become media, some of them become social media, some of them become RTI activist¹... and they start attacking everyone².* »

Malgré les précisions apportées dès le lendemain par le magistrat, qui a soutenu que ses propos avaient été mal interprétés et qu'ils visaient en réalité des personnes ayant obtenu leurs diplômes de manière frauduleuse³, la controverse s'est rapidement diffusée sur les réseaux sociaux.

En réponse, le mouvement du CJP a été lancé par Abhijeet Dipke, récemment diplômé de la prestigieuse université de Boston et installé aux États-Unis depuis 2024⁴. Ancien militant du *Aam Aadmi Party* (« Parti de l'homme ordinaire »), formation née en 2012 d'un mouvement anticorruption, il présente le CJP comme « un parti pour une génération surqualifiée, frustrée et confrontée à l'insécurité économique ». En l'espace de quelques jours, le compte Instagram du mouvement a rassemblé près de 22,7 millions d'abonnés, soit environ deux fois plus que celui du *Bharatiya Janata Party* (BJP), le parti au pouvoir⁵.

S'appuyant largement sur des contenus générés par l'intelligence artificielle, le mouvement s'est rapidement diffusé grâce à une imagerie satirique mettant en scène un dirigeant à tête de cafard. Le gouvernement a initialement cherché à freiner la diffusion du mouvement en suspendant son compte sur X (anciennement Twitter)⁶. Certains responsables du BJP ont par ailleurs accusé le mouvement d'entretenir des liens avec le Pakistan⁷. Le 6 juin, son fondateur a appelé à une grande manifestation pacifique à New Delhi et est revenu des États-Unis pour y prendre part. Le rassemblement a réuni plusieurs milliers de participants et s'est déroulé dans un climat globalement calme, malgré quelques interpellations.

À ce stade, il est difficile de déterminer si ce mouvement restera une mobilisation numérique éphémère ou s'il parviendra à se structurer en force politique durable. Dans un pays où environ 65 % de la population a moins de 35 ans, le manifeste du CJP affirme la volonté de « construire un mouvement indépendant porté par la jeunesse afin de défendre ses intérêts et de demander des comptes au gouvernement⁸ ». Organisé autour de plusieurs porte-paroles plutôt que d'un dirigeant unique, il revendique son attachement au sécularisme, à la démocratie et à la justice sociale.

Au-delà de son succès viral, le mouvement développe un ensemble de revendications qui associent les difficultés socio-économiques rencontrées par la jeunesse à une critique plus générale du fonctionnement des institutions et du déficit de responsabilité des élites politiques.

Scandales des concours et crise de confiance dans le système éducatif indien

Les scandales répétés touchant les concours nationaux, extrêmement compétitifs, ont fortement érodé la confiance dans les mécanismes de sélection. Le mouvement réclame la démission du ministre de l'Éducation, Dharmendra Pradhan : une pétition en ce sens a recueilli près de 800 000 signatures. Les critiques portent notamment sur le NEET (*National Eligibility Entrance Test*), concours d'entrée en médecine qui rassemble plus de 2,2 millions de candidats pour environ 100 000 places, ainsi que sur le SSC (*Staff Selection Commission*), destiné au recrutement dans la fonction publique et les forces de sécurité. Mi-mai 2026, le gouvernement a annulé l'examen national d'entrée en médecine à la suite de soupçons de fuite de sujets

et d'irrégularités, avant de le reporter au mois de juin, touchant l'ensemble des candidats. Plus largement, le CJP dénonce l'affaiblissement de l'enseignement public et la progression du secteur privé dans l'éducation.

Chômage des jeunes diplômés : un déséquilibre structurel du marché du travail

La question des débouchés économiques – en particulier pour les jeunes diplômés – occupe une place centrale dans les revendications du mouvement. Selon les statistiques indiennes, le chômage atteindrait 26 % chez les diplômés de l'enseignement supérieur, contre environ 5 % pour les jeunes n'ayant qu'un niveau secondaire⁹. L'Organisation internationale du travail (OIT) évalue quant à elle à 29,1 % le chômage chez les jeunes diplômés en 2024¹⁰. Par ailleurs, en 2025, la création nette d'emplois parmi les diplômés de l'enseignement supérieur âgés de 20 à 29 ans a connu un net ralentissement, une première depuis la pandémie de Covid-19¹¹. Cette situation s'explique à la fois par un décalage entre les qualifications des jeunes et les besoins du marché du travail, et par le poids structurel de l'économie informelle, qui représente encore près de 90 % de l'emploi.

L'indépendance de la justice en question

Le CJP propose notamment d'interdire la nomination, par le Président de la République, d'anciens juges à la Rajya Sabha, la chambre haute du Parlement indien, afin de garantir une séparation effective des pouvoirs et de prévenir tout risque de conflit d'intérêts¹². Cette position fait écho à la nomination de Ranjan Gogoi, ancien Chief Justice of India, à la Rajya Sabha en 2020, une décision qui a suscité un débat sur l'indépendance du pouvoir judiciaire. L'organisation souligne également les dysfonctionnements du système judiciaire, en particulier l'engorgement des tribunaux, les délais excessifs de traitement des affaires et les soupçons de corruption qui entachent son fonctionnement.

Crises de confiance dans le processus électoral et médiatique

Parmi les demandes inscrites dans le manifeste du mouvement, on retrouve la proposition suivante : « si un vote légitime est supprimé,

que ce soit dans un État gouverné par le CJP ou par l'opposition, le président de la Commission électorale indienne (*Chief Election Commissioner*) devra être arrêté¹³ ». Cette demande intervient dans un contexte de préoccupations croissantes quant à l'impartialité du processus électoral.

Des opérations de révision des listes électorales menées à l'approche de certains scrutins auraient conduit à la radiation d'électeurs. Dans le seul État du Bengale occidental, remporté par le BJP en mai 2026, ces révisions auraient conduit à la suppression d'environ neuf millions d'inscrits, alimentant des interrogations sur l'équité du scrutin¹⁴.

Le CJP dénonce également la concentration croissante des médias entre les mains de grands conglomérats, notamment liés aux groupes Ambani et Adani, une dynamique souvent associée à l'érosion du pluralisme médiatique. Dans ce contexte, l'Inde a reculé de six places entre 2025 et 2026 dans le classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières, se situant désormais au 157^e rang sur 180 pays¹⁵.

Parité politique et controverses sur la réforme de la représentation parlementaire

La question de la parité figure parmi les revendications institutionnelles du CJP, qui défend une parité stricte au Parlement et au gouvernement, obtenue par une redistribution des sièges existants plutôt que par leur augmentation¹⁶. Cette position s'inscrit dans le débat suscité par un projet de réforme constitutionnelle visant à porter le nombre de sièges de la Lok Sabha de 543 à environ 850. Présenté comme un moyen de renforcer la représentation des femmes, ce projet a néanmoins été perçu par certains comme visant un rééquilibrage territorial en faveur des États du Nord, plus peuplés et où le BJP est dans l'ensemble mieux implanté, au détriment de ceux du Sud. Il a suscité une forte opposition régionale et n'a finalement pas obtenu la majorité constitutionnelle requise, entraînant son rejet au Parlement mi-2025.

De l'écologie à la contestation politique

La question environnementale, enfin, n'est pas absente. Des opérations de nettoyage de l'espace public (*civic cleanup drives*) ont été organisées par des militants parfois déguisés en cafards afin de

dénoncer l'inaction des autorités face à la dégradation de l'environnement urbain. Le mouvement a également reçu le soutien de Sonam Wangchuk, figure de l'activisme écologique, reconnu pour son engagement en faveur de la protection de l'environnement himalayen et des droits des populations ladakhies, et qui a été placé en détention provisoire en novembre 2025 suite à sa participation à des manifestations locales.

Une mobilisation générationnelle à l'échelle sud-asiatique

Le *Parti du peuple des cafards* exprime avant tout les frustrations d'une jeunesse éduquée confrontée à l'absence de perspectives malgré ses qualifications. Ses revendications dépassent cependant la seule question économique et traduisent une volonté de réappropriation d'un système politique dont elle se sent exclue. La figure du cafard opère ici un renversement symbolique : loin de l'enfermement de Gregor Samsa dans *La Métamorphose* de Kafka, cette jeunesse, qui se dit « maltraitée, négligée et ignorée », revendique au contraire le fait de faire entendre sa voix.

Le mouvement s'inscrit ainsi dans une critique plus large d'un système jugé défaillant sur les plans démocratique et institutionnel. Comme l'affirme l'un de ses porte-paroles, « la démocratie ne consiste pas seulement à voter tous les cinq ans » et « les gouvernants doivent rendre des comptes en permanence [car] ils ne sont pas des rois mais des employés¹⁷ ». Parmi ses propositions figure l'interdiction, pendant 20 ans, de se présenter à des élections ou d'occuper une fonction publique pour les députés, qu'ils soient nationaux ou membres des assemblées législatives des États, s'ils changent de parti politique¹⁸. Cette mesure vise à réduire les renversements de majorité liés aux changements d'alliances et à lutter contre les pratiques d'opportunisme partisan.

Ce mouvement n'est pas étranger à d'autres mobilisations de la génération Z (« Gen Z ») qui ont secoué l'Asie du Sud ces dernières années et ont contribué à des changements politiques majeurs au Sri Lanka (2022), puis au Bangladesh et au Népal (2024). Ces mouvements mettent en évidence une même fracture entre des élites perçues comme déconnectées sur le plan générationnel et entachées de pratiques clientélistes, et une jeunesse confrontée à la pénurie d'emplois qualifiés, mais surtout à des mécanismes d'accès au marché du travail jugés inéquitables. En Inde, cette frustration s'exprime à travers les scandales entourant les concours publics ; au Bangladesh,

elle s'est cristallisée autour de la contestation des quotas d'emplois réservés aux descendants des combattants de l'indépendance ; au Népal, elle a été alimentée par l'exposition ostentatoire, sur les réseaux sociaux, des privilèges des enfants des élites politiques. Dans chacun de ces cas, au-delà de la rareté des opportunités économiques, c'est le sentiment que leur accès est biaisé par des logiques de privilège, de clientélisme ou de favoritisme, qui nourrit la mobilisation.

1. Le *Right to Information Act* (RTI) est une loi de 2005 qui définit les règles encadrant le droit des citoyens à accéder aux informations détenues par les autorités publiques.
2. « Jobless Youths Are Like “Cockroaches” : Chief Justice of India Surya Kant », *Business Standard*, 15 mai 2026, disponible sur : www.business-standard.com.
3. « “Misquoted my Oral Observations” : CJI Surya Kant Clarifies “Cockroach” Remarks on Unemployed Youth », *The Times of India*, 16-17 mai 2026, disponible ici : <https://timesofindia.indiatimes.com>.
4. Interview d'Abhijeet Dipke, vidéo disponible sur : www.youtube.com.
5. Données observées sur le compte Instagram « cockroachjantaparty » consulté le 9 juin 2026.
6. « India's 'Cockroach' Youth Movement Founder Arrives in New Delhi to Protest Modi », RNZ, 6 juin 2026, disponible ici : www.rnz.co.nz.
7. « “94% Audience from India” : Cockroach Janta Party Founder Rejects BJP's Pakistani-Followers Charge », *The Times of India*, 24 mai 2026, disponible sur : <https://timesofindia.indiatimes.com>.
8. « Cockroaches Have Just Gotten Started », publié sur le compte X @CockroachisBack, 24 mai 2026 : <https://x.com/Cockroachisback>.
9. Rajya Sabha, « Unstarred Question n° 2350: Youth Unemployment and Underemployment Rates (15-29 ans) », New Delhi, Government of India, Ministry of Labour and Employment, 12 mars 2026.
10. *India Employment Report 2024: Youth Employment, Education and Skills*, Genève, International Labour Organization (ILO), 2024.
11. Données issues de la base ILOSTAT de l'OIT, compilées à partir des enquêtes nationales Periodic Labour Force Survey (PLFS) réalisées par le National Statistical Office (NSO), Ministry of Statistics and Programme Implementation (MoSPI), India. Données analysées par l'auteure sur la période 2018-2025 pour la tranche d'âge 20-29 ans.
12. Cockroach Janta Party, site officiel, consulté le 11 juin 2026 : <https://cockroachjantaparty.org>.
13. *Ibid.*
14. S. Landrin, « En Inde : Narendra Modi remporte le Bengale-Occidental, l'un des derniers bastions de résistance », *Le Monde*, 5 mai 2026, disponible sur : www.lemonde.fr.
15. « Classement mondial de la liberté de la presse 2025 », Reporters sans frontières (RSF), disponible sur : <https://rsf.org>.
16. Cockroach Janta Party, site officiel, *op. cit.*
17. Conférence de presse du Cockroach Janta Party, séance de questions-réponses avec les porte-parole du parti Saurav Das, Ashutosh Ranka et Vijeta Dahiya, tenue le 3 juin 2026 à New Delhi.
18. Cockroach Janta Party, site officiel, *op. cit.*